



Rapport Final: Projet Elections

Période : juillet 2023 - septembre 2024

par

**RECIC - AIDPROFEN - AETA - GOFM - ADMR - CEDECO –
RADIO MAENDELEO - JULIZHA – IBGDH – DYNAFEC – CFDDH - PI et 11.11.11**



Table de matières

Introduction.....	3
1. Coopération entre partenaires du consortium.....	5
2. Résultats par axes	5
3. Contexte et défis	12
4. Conclusion.....	13
5. Recommandations.....	14

Introduction

Après seize mois de mise en œuvre, les activités du projet Elections sont arrivées à son terme fin septembre 2024 (avec une fin officielle de projet en décembre 2024). Il a vu le jour au moment où la République Démocratique du Congo se prépare à l'organisation des élections générales afin de renouveler les mandats des animateurs des institutions électives et mettre fin à la troisième législature. L'environnement général du Pays étant marqué par plusieurs défis, notamment la préparation de la population à participer activement et de manière responsable au processus électoral, au renforcement de la démocratie et de la transparence du processus, ainsi qu'à la participation politique de la femme. Cet environnement est également marqué par une absence de consensus entre acteurs politiques sur l'Organisme de gestion des élections, et même sur le cadre juridique devant régir les élections. Il convient de noter également que ce troisième cycle est le produit d'une forte tension sociopolitique liée aux accusations de fraude électorale ayant entaché l'élection présidentielle, et même les législatives nationales et provinciales. Devant un tel décor, la population est démobilisée, et ne perçoit plus l'importance des élections, beaucoup d'acteurs politiques prennent leur distance avec un processus électoral « pas crédible », les femmes politiques demeurant marginalisées dans les partis et regroupements politiques.

Ainsi, dans le souci d'apporter la contribution à relever les différents défis, le projet « **Mobilisation de l'électorat pour un processus électoral démocratique, crédible, apaisé et inclusif en RD Congo Horizon 2023** » a vu le jour pour être exécuté dans six Provinces par douze Organisations de la Société civile. Le choix porté sur ces organisations est notamment l'expertise variée dans différents domaines. Au Sud et Nord-Kivu : ADMR, CEDECO évoluant dans la mobilisation communautaire, JULIZHA s'occupant du renforcement des capacités des Organisations pour un meilleur rayonnement dans les réseaux sociaux et dans le monitoring du processus électoral, Radio MAENDELEO, Go-FM dans la couverture d'activités des Organisations, la mobilisation de la population, et l'accompagnement des femmes candidates, AIDPROFEN, CFDDH focalisant leur expertise dans l'encadrement des femmes, et Protection International, dans la protection contre les violence physiques et numériques. Au Kasai-Oriental : AETA, ayant une expertise dans l'encadrement des femmes Candidates, l'observation du processus et l'analyse. Dans le Haut-Katanga : IBGDH, spécialisé dans la mobilisation communautaire. A Kinshasa et au Kwilu : le RECIC, spécialisé dans la mobilisation communautaire, et DYNAFEC, dans l'encadrement des femmes Candidates.

A l'issue de cette sélection, il s'est avéré nécessaire de relever un autre défi : celui de mettre en communion et en synergie ces organisations dont la plupart n'avaient pas encore travaillé ensemble. C'est la rencontre de lancement du 27 Juin 2023. Le but de la rencontre, comme déjà indiqué a été une prise de contact entre les responsables des organisations, une compréhension commune du projet et une appropriation des objectifs et des activités du projet. Il avait ainsi été décidé que le lancement officiel et la vulgarisation du projet par chaque Organisation aurait lieu le 14 juillet 2023.

Le projet visait comme objectif global : *« D'ici fin septembre 2024, contribuer à la consolidation de la démocratie et de la paix par l'organisation des élections inclusives, libres, transparentes et apaisées en RD Congo. »*

De cet objectif global découlent trois objectifs spécifiques correspondant aux trois principaux axes du projet :

- Objectif spécifique 1 : Mobilisation et Sensibilisation de la population. « Aux termes du processus électoral 2023, 1.200.000 électeurs potentiels (à raison de 35% des femmes et 30% des jeunes) informés, sensibilisés et mobilisés par 500 animateurs des OSC des provinces concernées par le projet sur la nécessité de voter à tous les niveaux et sur les questions électorales (procédure de vote, système électoral, la consultation et le remplissage du bulletin de vote, la prévention et résolution des conflits électoraux, veille citoyenne etc.), participent activement à toutes les opérations électorales, améliorent leur qualité de vote et acceptent pacifiquement les résultats. »
- Objectif spécifique 2 : Monitoring et Observation du processus électoral. « D'ici fin septembre 2024, les parties prenantes au processus parmi lesquels les institutions de la République, les partis politiques, les organisations de la société civile, les médias et les mouvements citoyens créent un climat électoral apaisé qui inspire confiance à travers le maintien d'un dialogue permanent, le renforcement de la redevabilité et de la transparence autour des opérations électorales ainsi que l'inclusivité du processus. »
- Objectif spécifique 3 : Participation politique de la femme. « Au terme du processus électoral 2023, 1000 femmes et jeunes filles candidates accompagnées s'engagent activement dans la lutte électorale, améliorent la qualité de leur candidature et battent correctement campagne pour maximiser les chances de gagner les élections afin d'accroître la participation de femmes aux organes de prise de décision à différents niveaux »

En rapport avec chaque objectif spécifique, chaque axe du projet, le présent rapport relèvera une synthèse d'activités réalisées, ainsi que les résultats obtenus, les défis rencontrés ainsi que des recommandations pour la postérité.

1. Coopération entre partenaires du consortium

Le projet a été piloté par un comité de coordination dirigé par le RECIC, qui est le partenaire local de 11.11.11. Fort de son expertise sur l'éducation civique électorale, le RECIC a développé une approche de mobilisation de la population profitant aux autres membres du consortium. AETA a facilité l'analyse technique sur les questions de monitoring électoral. La spécificité de GoFm et de la radio Maendeleo portait sur le relais des messages de la participation politique des femmes tant auprès des électeurs que des potentielles candidates. C'est ainsi que les 2 radios ont accompagné le projet en accordant du temps d'antenne aux femmes. Dynafec ayant un réseau qui travaille avec les femmes issues des partis politiques a mis son expertise au profit du projet dans la sélection des femmes candidates mais également dans la connexion avec les partis politiques. En ce qui concerne le renforcement de la sécurité des femmes candidates, Protection International a facilité la réduction de la vulnérabilité des femmes face aux menaces pendant la période de la campagne électorale. C'est dans ce cadre que FDDH a joué un rôle crucial. AIDPROFEN et GOFM, travaillant déjà sur les questions de la promotion des droits de femmes a joué un rôle important dans l'analyse de la participation politique des femmes.

2. Résultats par axes

Nous détaillons ci-après les résultats par axe du projet. Cette section reprend les éléments principaux détaillés dans 5 rapports intermédiaires.

1. Axe 1 : Mobilisation et Sensibilisation de la population

Au total, 450 animateurs ont été formés pour les six provinces de rayonnement du projet pour la mobilisation et la sensibilisation de la population. Les 450 Animateurs étaient repartis comme suit dans les six provinces : Kinshasa : 180 ; Sud-Kivu : 90 ; Haut-Katanga : 45 ; Kasai Oriental : 45 ; Kwilu : 45 ; et Nord-Kivu : 45.



Mise à niveau de 180 animateurs de Kinshasa avant leur déploiement (crédit photo RECIC)

La mobilisation s'est appuyée sur des messages susceptibles d'avoir un impact sur la population en termes de sensibilisation à la participation au processus électoral. Différents messages ont été produits et adaptés au contexte, parmi lesquels : « Maman congolaise, le premier soutien de la femme, c'est vous ! » ; « Peuple congolais, ma voix n'est pas à vendre ! » ; « J'accepte les divergences ethniques et politiques, je renforce la démocratie. ». Les animateurs ont réussi à mobiliser 2.202.423 personnes, dont 938.916 Femmes, soit environ 42%, 893.132 Jeunes, soit environ 41%. Un résultat largement supérieur aux prévisions initiales. Au regard du monitoring fait par la population pendant les élections du 20 Décembre 2023 où la population arrêtaient des fraudeurs avec des machines à voter, où la population dénonçaient les bourrages d'urnes, etc., ce résultat se justifie largement.

2. Axe 2 : Monitoring et Observation (MEO) du processus électoral

Les activités de monitoring et observation s'est déroulée en trois phases, dont le suivi du respect des droits et libertés des populations en rapport avec les manifestations publiques des acteurs politiques avec leurs militants, la période de campagne, l'observation des élections du 20 Décembre 2023 et les élections indirectes pour les élections des Gouverneurs, sénateurs, ainsi que les bureaux définitifs des Assemblées nationale et Sénat.

Une mission d'observation a été mise en place pour laquelle des super formateurs ont été formés.



Renforcement des capacités des formateurs des observateurs de l'AETA à Mbuji-Mayi (crédit photo AETA)

Les activités ont porté sur la période préélectorale et la période électorale : les aspects de la campagne électorale, le jour du scrutin, L'observation des élections du 20 Décembre 2023 et l'observation des élections indirectes. Le MOE étaient structurées sur deux niveaux. Sous la coordination de RECIC à Kinshasa des Call Centres ont été installés dans chaque chef-lieu de province, dans les six provinces de mise en œuvre. En outre, chaque moniteur était connecté à l'interface mise en place par JULIZHA pour centraliser les données. Dans toutes les étapes du processus, une attention particulière a été accordée à la protection de la femme, tant comme candidate que comme électrice.

Pour plus de détails sur les activités par période, nous vous référons aux 5 rapports intermédiaires plus détaillés.



L'observation des élections du 20 Décembre 2023 dans un Bureau de vote du Nord-Kivu (Crédit photo AIDPROFEN)

Les observations les plus pertinentes sont les suivantes :

- Au cours de la campagne électorale, la mission d'observation des élections a constaté que les candidats n'ont pas respecté les consignes données par la CENI et le CSAC.
- 15 mars 2024 un rapport préliminaire a été publié fournissant l'essentiel des observations constatées durant le jour du scrutin, et a été présenté lors d'un atelier organisé par 11.11.11 sur le thème du Pouvoir aux femmes. La plus importante observation confirme que la femme avait manifesté la volonté de participer amplement à ces élections au regard de sa présence notée à l'ouverture des bureaux de vote. Cependant, en raison de problèmes logistiques au sein de la CENI ont retardé l'ouverture de certains bureaux de vote, ce qui a empêché certaines de ces femmes désireuses de voter de rentrer chez elles pour des raisons de sécurité et n'ont donc pas pu voter.
- Les organisations du consortium ont pris l'initiative de déployer des observateurs pour assurer le suivi du déroulement de la campagne près des Assemblées provinciales aux Chefs-lieux des provinces. La campagne à l'extérieur de la salle du Conseil provincial s'est déroulée sans incident. Un élément relevé cependant était très peu de visibilité dans la campagne exercée par les femmes Candidates.
- Les conclusions des observations pendant les élections ont été intégrées dans une analyse dont les résultats ont été publiés sous le thème '*Femmes politiques et processus électoral II : Décollage ou vitesse de croisière ?*'. Après les élections, les organisations exécutives ont publié un communiqué de presse dénonçant divers abus tels que : Les injustices dans la distribution du temps de parole, qui a favorisé les candidats plus avantageux pour les candidats de la coalition et pouvoir par rapport aux candidats de l'opposition, et l'expulsion des observateurs et des journalistes des bureaux de vote pendant le scrutin et le dépouillement au Sud-Kivu.



Une vue des affiches de campagne alentours de l'Assemblée provinciale de Kinshasa (crédit photo RECIC)



Une vue du lieu de vote à Kinshasa

3. Axe 3 : Participation politique de la femme

La promotion de la participation politique des femmes a toujours été la locomotive ou l'axe phare du projet avec pour objectif d'accompagner et de soutenir 1 000 candidates aux élections du 20 décembre 2023.

Un plaidoyer avait été mené auprès les autorités du pays, ainsi que sur QG des partis et regroupements politiques, pour la promotion de la participation politique de les encourager à désigner le plus possible des femmes comme candidates.



Rencontre de plaidoyer d'une équipe de projet accompagnée par l'Ambassade de Belgique au siège du Parti LGD à Kinshasa

1000 candidates ont participé à des activités de renforcement des capacités afin d'être prêtes à se présenter aux élections. L'accent a été mis sur certaines compétences telles que : motivation et plaidoyer encouragement à travers les cafés citoyens, l'armement moral, la prise de conscience et la motivation à travers l'échange d'expériences ; outils, aptitudes et compétences dans divers domaines à travers le Coaching et mentorat ; Exercices de simulation de campagne à travers les tribunes d'Expression des femmes Candidates (TEC), et enfin les activités de soutien, motivation, d'impulsion à travers les journées culturelles et les soirées électorales. En outre, Protection International a formé des candidates sur les mesures de comment prendre des dispositions pour leur sécurité, et celle de leurs familles pendant la période trouble de la campagne électorale et de la période post-électorale. Des brochures sur les lignes directrices contenant les protocoles réactifs et préventifs sur la sécurité des femmes candidates ont été imprimées et distribuées aux candidates.

Dans plusieurs régions du pays, le coaching et mentorat a apporté une innovation du fait que les partis politiques n'organisent pas souvent les renforcements des capacités des candidat(e)s sur leurs rôles et missions, et ceux qui le font, ils le font de manière sporadique. Néanmoins, cette partie du projet a posé de véritables défis. Avec cette activité très appréciée par les femmes candidates formées, la majorité des femmes a maîtrisé comment organiser des séances de sensibilisation et de mobilisation des électeurs, comment vulgariser le projet de société de son parti, quel comportement adopté pendant la

campagne électorale, etc. Ces activités ont eu lieu dans toutes les provinces de mise en œuvre.

Néanmoins, cet axe du projet a posé de véritables défis.

Parce que certaines femmes de la liste avaient été élues tandis que d'autres non élues se sont retirées du processus, la liste des 1 000 candidates utilisée lors de la phase précédente ne pouvait plus être utilisée sous sa forme actuelle. De plus, les listes ne contenaient exclusivement femmes candidates Président de la République, Députés nationales, députés provinciaux, et conseillères communales pour les élections de décembre 2023. Une nouvelle liste était donc nécessaire pour la phase suivante du projet, qui portait sur les élections indirectes. Les organisations du consortium ont donc largement organisé leurs activités avec en grande partie une liste de nouvelles candidates aux élections indirectes.



Vue de participantes à l'activité d'échange d'expériences avec DYNAFEC à Kinshasa (crédit photo DYNAFEC)

Ensuite, en face d'un embarras manifeste des Conseillers communaux, élus pour la première fois et ne connaissant pas très bien en quoi consistent leurs rôle et missions, les éléments d'un budget local, les activités du premier trimestre ont été adaptées et orientées vers les élues locales, ainsi que les candidates et ambitieuses aux élections indirectes.



Coaching et mentorat en faveur des conseillères communales de Kinshasa en juin 2024

Ainsi, le projet Elections a accompagné plus de 1 000 femmes, dont des candidates aux élections de 2023 et de nouvelles candidates ayant des ambitions pour les élections indirectes et locales. Les participantes et les observatrices se sont déclarées très satisfaites du projet, non seulement des activités très innovantes qui ont été développées, mais aussi de la qualité des femmes leaders, des coaches et des animatrices qui ont été mises à la disposition des candidates. Il ressort de cet accompagnement que **7 femmes ont été élues parmi lesquelles 5 comme conseillères communales, une comme Députée provinciale et une autre comme à la fois comme Députée provinciale et nationale.**

3. Contexte et défis

Pendant le projet, les provinces de l'Est de la RDC ont vécu dans l'insécurité due à l'activisme des groupes armés. Comme conséquence, le pays a enregistré des cas de tueries, d'exactions et des violations de droits de l'homme où sont signalés les déplacements permanents des populations causant ainsi des pertes des biens matériels et patrimoine foncier et l'occupation de certaines localités par les présumés groupes rebelles. En plus de l'activisme des groupes armés, s'ajoutent les conflits intercommunautaires dans le Kwamouth et le banditisme juvénile perpétré par les groupes des gangs dits « Kuluna » envahissant ainsi toutes les villes et centres urbains du pays. Cette insécurité empêche l'Etat à atteindre des objectifs de la stabilisation du pays et l'amélioration des conditions sociales des habitants. Il convient de rappeler que cette insécurité a constitué une sérieuse menace pour la mise en œuvre des opérations électorales de décembre 2023, notamment le déploiement des matériels de vote et/ou l'organisation du scrutin dans ces zones sous conflits armés d'une part et la mise en œuvre des activités du projet dans cette partie du

pays d'autre part. Cette situation d'insécurité ne prête guère à un environnement électoral pacifique et constitue un véritable obstacle à la non - tenue des opérations non seulement d'identification et enrôlement des électeurs mais aussi de vote dans certaines zones sous conflits armés d'un côté et dans la mise en œuvre des activités du projet dans cette partie du pays.

Par ailleurs, après 3 cycles électoraux, la RDC ne tire toujours pas de leçons pour améliorer son quatrième cycle électoral. Le constat reste le même : de la méfiance des acteurs, la faible organisation aux violences électorales faites aux femmes. Dans ce cycle infernal, le processus 2023 se démarque davantage dans des difficultés logistiques étalant sur plus d'un jour l'organisation des élections. Au-delà de l'avancée sur l'organisation des élections locales qui ont vu un nombre élevé des femmes être élues, les autres scrutins ont été émaillés de plusieurs soupçons de corruption de la part de l'organe de gestion des élections. L'engouement observé lors du jour du scrutin a témoigné de la volonté des électeurs de s'exprimer sur le choix de leurs futurs dirigeants mais cet élan a été freiné par des défis logistiques énormes. Ces défis ont porté sur la qualité de la carte d'électeurs, le déploiement des kits électoraux....

A ces défis, il faudrait ajouter la méfiance des électeurs envers le système politique en RDC qui a fragilisé l'intérêt de la population au processus électoral.

Finalement, il faut noter un engouement des femmes qui se sont mobilisées pour participer au processus électoral comme électrices, candidates, observatrices électorales ou agents de la CENI. Malgré cette mobilisation, la femme a subi plusieurs violences qui ont tenté de ralentir son engagement vers une participation politique accrue. Ces actes de violence ont porté atteinte à la dignité humaine dans certains cas.

4. Conclusion

Le projet Election a vécu et les traces de son existence restent indélébiles à travers les différentes femmes candidates encadrées et accompagnées à travers diverses formes d'activités organisées en leur faveur. Ces traces sont également perceptibles à travers non seulement les témoignages, mais également les outils et les aptitudes acquis par les 450 animateurs-volontaires qui ont milité pendant 16 Mois aux côtés des organisations du consortium. Elles sont enfin visibles au sein des organisations de mise en œuvre elles-mêmes à travers les capacités renforcées dans la gestion, dans la collaboration et la synergie et même dans la nouvelle vision impulsée d'une société civile forte dans l'union, la solidarité et la mise en commun.

A la fin de ce projet, au niveau de l'info-sensibilisation, les Organisations de mise en œuvre ont mobilisé plus de 2000.000 de personnes directement et beaucoup plus indirectement à travers les médias et réseaux sociaux.

Au niveau du monitoring, et de l'observation des élections, un travail appréciable a été réalisé par les moniteurs. Les fruits de leurs travaux ont laissé des traces à travers les médias et documents divers publiés.

Quant à la participation politique de la femme, un travail immense a été réalisé, malgré les difficultés liées aux réalités de terrain, particulièrement des reports intempestifs des élections. Ici également plusieurs traces restent visibles pour la postérité, notamment à travers les médias, les témoignages, les documents divers publiés, parmi lesquels des analyses très pertinentes susceptibles d'apporter une contribution substantielle à la cause de la participation politique de la femme.

Dans le dernier rapport, il a été noté un impact positif interne du projet qui a relevé le défi d'un travail en Synergie pour des organisations n'ayant pas encore travaillé ensemble, avec des expertises différentes. Il convient également de noter la contribution des radios et de l'organisation Julizha dans l'impact du projet. Les radios ont non seulement participé dans la mise en œuvre de certaines activités mais ont également couvert les activités mises en œuvre par les autres organisations. Julizha a d'une part mise en place un outil de collecte et de centralisation des données en lignes qui a aidé au retour en un temps record des données de terrain surtout en période d'observation électorale et, d'autre part, a renforcé la capacité des organisations pour une meilleure utilisation des réseaux sociaux.

Ces organisations, ayant développé une vision nouvelle d'un travail en synergie et partenariat, restent disponibles pour relever de nouveaux défis avec les partenaires comme 11.11.11, avec PI ou d'autres partenaires pour la suite du projet pour la promotion de la femme, l'accompagnement du processus électoral, la résolution pacifique des conflits, la cohabitation pacifique des peuples au pays et dans la région l'encadrement et l'accompagnement de la jeunesse, le défi de l'exploitation minière dans le pays, etc.

5. Recommandations

Au vu de ce qui précède, et à l'issu de la mise en œuvre du présent projet, il est important de formuler une série de recommandations :

1. Le projet Elections s'est avéré important pour la **connexion entre le Nord et le Sud-Kivu et Kinshasa et les autres provinces**. Il est important de s'appuyer sur ces

résultats et de continuer d'investir dans la coopération et la synergie entre ces acteurs basé dans différentes villes et provinces du pays.

2. Il s'est aussi avéré clé de soutenir des **réformes du cadre législatif et règlementaires du processus électoral**, notamment dans le but d'améliorer la participation politique des femmes.
3. Renforcer l'**éducation civique électorale** a pu se faire à travers des programmes de sensibilisation de la population, ce qui a permis de rétablir la confiance dans le processus électoral et d'améliorer le taux de participation au processus. L'éducation civique est donc un domaine clé dans lequel il sera nécessaire de continuer à investir également.
4. Lors de la mise en œuvre du projet, nous avons pu constater un réel changement de comportement : les **femmes sont vraiment engagées**. Même les femmes qui n'ont pas été élues se sont battues avec acharnement et ne veulent pas abandonner maintenant. Il est donc important de continuer à soutenir les candidates : les femmes sont en effet prêtes à se battre !

Nous pensons même qu'il est nécessaire d'investir davantage dans le **soutien et l'accompagnement de la dynamique de femmes** créée suite à la mise en œuvre du projet. Ces femmes ont acquis une confiance en elle et ont forgé un leadership féminin fort. Il est essentiel que cette dynamique soit entretenue dès maintenant et encouragée pour le futur.

5. En parallèle, il est nécessaire d'insister sur la nécessité d'intégrer la problématique de l'ouverture de l'**espace civique dans les campagnes de sensibilisation** pour éviter les violences électorales faites aux femmes.
6. Nous en concluons qu'il existe une vraie valeur ajoutée à **renouveler l'expérience de ce projet** en agrandissant son format quant au nombre de femmes à encadrer et au nombre de provinces de rayonnement afin de prendre en compte le plus de femmes candidates et ambitieuses possibles, et de diverses zones géographiques possible. Il faudrait prendre le temps d'y intégrer la notion des femmes ambitieuses et de la masculinité positive pour que l'encadrement ait lieu avant le processus de sélection des candidats dans les partis et regroupements politiques. Il faudrait également mettre l'accent sur les activités telles que l'échange d'expériences, le coaching et mentorat, ainsi que la Tribune d'expression de la femme Candidate ainsi que faciliter la mise en place d'un réseau de soutien à la campagne électorale de celle-ci.